



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
21 - 25
juillet
2025

Doctoriales ETHOS : Pr Alioune Badara Kandji salue l'initiative et l'engagement des établissements de l'UCAD...



L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) a abrité, ce mercredi 23 juillet 2025, la cérémonie d'ouverture de la 3e édition des Doctoriales de l'École Doctorale Études sur l'Homme et la Société (ETHOS).

Organisée au Centre de Conférence de l'UCAD II, cette rencontre scientifique a réuni de nombreux doctorants, enseignants-chercheurs, partenaires académiques et invités institutionnels. Le thème retenu cette année : « L'Afrique face aux défis contemporains ».

Prenant la parole à l'ouverture, le recteur de l'UCAD, Pr Alioune Badara Kandji, a salué l'initiative qui, selon lui, « démontre (...) l'importance que les différents établissements de l'UCAD accordent à la construction d'un nouvel imaginaire pour mieux orienter les politiques de développement ». Il a ajouté que « l'autre motif de [sa] satisfaction est l'opportunité offerte à des doctorants de donner à lire les résultats de leurs recherches sur l'Afrique et les perspectives qui s'offrent à elle ».

Même enthousiasme du côté du Pr Mor Ndao, Directeur de l'École doctorale ETHOS, qui a comparé ces Doctoriales à un « laboratoire à l'intérieur duquel les chercheurs dresseront à coup sûr un diagnostic sans complaisance (...) afin de mieux éclairer l'avenir de notre continent ».

Présent également, le Directeur général de la Recherche et de l'Innovation du MESRI, Pr Hamidou Dath, a salué le dynamisme de l'école : « Le dynamisme de cette école doctorale nous a valu ici le finaliste de cette édition 2025 de Ma thèse en 180 secondes (...) et cela confirme la vitalité de la recherche au sein de l'UCAD ». Il a rappelé que « le MESRI est conscient des énormes difficultés entravant le développement de la recherche, d'où la décision du Président de la République de recruter 500 personnels enseignants et chercheurs pour renforcer l'encadrement des doctorants ».

La conférence inaugurale a été animée par l'universitaire portugais Pr Boaventura de Sousa Santos, autour du thème : « L'Afrique dans le temps du monde : une lecture des épistémologies du Sud ».

Les travaux se poursuivent jusqu'au vendredi dans les locaux du nouveau bâtiment administratif et du bâtiment Ousmane Sembène de la Faculté des Lettres et Sciences humaines.

https://senego.com/3e-edition-des-doctoriales-ethos-pr-alioune-badara-kandji-salue-linitiative-et-lengagement-des-etablissements-de-lucad_1862809.html

NATIONALE

500 agents seront recrutés dans les universités publiques



Journées annuelles de chirurgie : Perpétuer une tradition scientifique pour le bien des populations



L'Education nationale et l'ANSTS en partenariat pour promouvoir les sciences et l'innovation



Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) porte à la connaissance du public que le gouvernement du Sénégal, face au déficit d'enseignants dans le supérieur, a décidé de procéder à un recrutement exceptionnel de cinq-cents (500) personnels d'enseignement et de recherche (Per). Dans un communiqué de presse, Abdourahmane Diouf souligne que ce recrutement, conforme aux orientations formulées par le chef de l'État lors du lancement de l'Agenda national de transformation de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (Antesri), le 17 juillet 2025, répond aux besoins urgents de renforcement du taux d'encadrement et cible des filières prioritaires alignées à la vision « Sénégal 2050 ». Cet effort de recrutement, explique la tutelle, témoigne de l'intérêt que les autorités accordent au sous-secteur de l'enseignement supérieur et s'inscrit dans une logique de transparence, de mérite et d'excellence académique.

Le ministère, renseigne la source, conformément aux instructions du Premier ministre, s'emploiera, en relation avec les structures concernées, à déterminer, dans les meilleurs délais, les filières et les quotas de recrutement. Le gouvernement répond ainsi à une vieille revendication des syndicalistes, le Sace, notamment qui, depuis des années, réclament le recrutement de Per. Le 17 juillet dernier lors du lancement des concertations sur l'Agenda national de transformation de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, David Célestin Faye, secrétaire général national du Saes, avait interpellé le Chef de l'État sur le « déficit chronique d'enseignants » qui a, entre autres conséquences, la dégradation des conditions d'études, mais aussi un ralentissement de la carrière des enseignants.

À cela s'ajoutent l'exploitation et la précarité des enseignants vacataires. Même la tutelle a reconnu la nécessité de procéder à un recrutement massif d'enseignements-chercheurs. Le 15 juillet dernier, lors d'un déjeuner de presse, Abdourahmane Diouf avait affirmé que le besoin identifié de recrutement de Per est de 1500. « Ce recrutement permettra de stabiliser l'année universitaire, d'améliorer le taux d'encadrement, de réduire le paiement des heures complémentaires et des charges liées à la vacation », avait expliqué M. Diouf.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/500-agents-seront-recrutes-dans-les-universites-publiques/>

Le chef du Département de la faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odonto-Stomatologie (FMPO), le professeur Babacar Diaw, a déclaré que les journées annuelles de chirurgie ont pour but de perpétuer une tradition scientifique pour le bien des populations.

Il prenait part à la cérémonie d'ouverture de la 38e édition des Journées annuelles de chirurgie qui se déroule du 23 au 25 juillet 2025 à la FMPO, dont le thème est axé sur «L'éthique de la pratique chirurgicale».

«La régularité dans l'organisation de ces journées témoigne de l'engagement des différents comités d'organisation qui se sont succédé depuis des décennies», a dit le Pr. Diaw.

Il a indiqué que «le thème de cette année trouve toute sa pertinence dans le nombre d'exercices marqués par la maniabilité qu'un corps reçoit, le manque de pertinence des décisions que certaines sociétés s'apportent au bout de travail et, enfin, l'inaccessibilité ou l'inefficience de certains exercices complémentaires ou moyens de caractérisation».

«Si l'éthique médicale doit être adaptable ou être au changement, comme elle l'a été jusqu'ici, il faut espérer que ses principes de base seront détruits, en particulier les valeurs de compassion, de compétence et d'autonomie ainsi que l'attention pour les loisirs fondamentaux et son attachement au professionnalisme», révèle-t-il.

Le professeur Diaw estime que «cette nouvelle approche dans la pratique du métier de chirurgien suscite plusieurs interrogations dans le contexte d'exercice dont les réponses pourraient aider à penser sur l'éthique en pratique médicale sous l'ère des problèmes rencontrés dans les services». Le professeur Diaw estime que «cette nouvelle approche dans la pratique du métier de chirurgien suscite plusieurs interrogations dans le contexte d'exercice dont les réponses pourraient aider à penser sur l'éthique en pratique médicale sous l'ère des problèmes rencontrés dans les services».

https://www.seneweb.com/news/Sante/journees-annuelles-de-chirurgie-perpetue_n_476486.html

Le ministère de l'Education nationale et l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (ANSTS) ont signé, jeudi, à Dakar une convention de partenariat dont l'objectif est de donner à la technologie et à l'innovation "toute la place qu'elles méritent" dans l'éducation des enfants "dès le plus jeune âge".

Le document a été signé par le ministre de l'Education nationale, Moustapha Guirassy, et le président de l'ANSTS en marge de la cérémonie de la première édition de la Journée de l'Excellence.

"En scellant ce partenariat, nous affirmons une volonté partagée, celle de donner à la science, à la technologie et à l'innovation toute la place qu'elles méritent dans l'éducation de nos enfants dès le plus jeune âge", a déclaré M. Guirassy.

Selon lui, "ce partenariat revêt une portée stratégique qui s'inscrit pleinement dans les orientations de la réforme curriculaire en cours et qui vise à refonder notre système sur des valeurs et sur l'innovation".

Pour Moustapha Guirassy, la signature de ce partenariat est "le signe d'une vision partagée, d'une ambition claire à faire de la science et de l'innovation les piliers du renouveau éducatif et du développement national".

Il a rappelé les dispositions prévues dans la convention notamment le développement de support pédagogique, la formation continue des enseignants, l'accompagnement des clubs scientifiques, la mise en place d'un réseau d'ambassadeurs scientifique issu de l'Académie, l'organisation de concours scientifique mais aussi la volonté d'encourager les jeunes filles à se tourner vers les filières scientifiques.

"L'ANSTS est une institution d'excellence porteuse de savoir et d'expertise inestimable, et en acceptant de marcher à nos côtés, vous offrez au système éducatif un appui précieux", a salué le ministre avant d'inviter l'Académie à se décroiser et s'ouvrir aux scientifiques issus des écoles coraniques (Daaras).

Le président de l'ANSTS, Moctar Touré, a lui aussi salué "l'excellence des relations naissantes et prometteuse" entre l'Académie et le ministère.



Accès équitable à l'université : le pari social du prêt étudiant nigérian

En raison du coût des études, l'accès à l'université reste hors de portée pour des millions de jeunes Nigériens. Face à ce défi, l'État mise sur un nouveau levier pour desserrer l'étau financier et répondre à la pression d'une jeunesse en plein essor.

Depuis mai 2024, le Nigeria déploie le National Education Loan Fund (NELFund), un mécanisme de prêts étudiants sans intérêts, accessible sans garantie ni caution. En moins d'un an, plus de 396252 étudiants inscrits dans des universités et institutions publiques ont bénéficié de ce soutien financier, selon les données officielles communiquées par NELFund. L'initiative repose sur un processus entièrement numérique, conçu pour limiter la corruption et favoriser l'inclusion, notamment pour les jeunes issus de milieux modestes.

«Depuis l'ouverture de notre portail de candidatures, nous avons accompli des progrès remarquables, à la fois mesurables et significatifs», a déclaré Akintunde Sawyerr (photo, au centre), directeur général du fonds, le jeudi 17 juillet, lors d'une rencontre hybride avec les médias. Selon les données disponibles, le gouvernement de Tinubu a consacré 1,4 trillion de nairas (environ 916 milliards de dollars) au secteur de l'éducation dans son budget 2024. Cette enveloppe représente 5,98% du budget net fédéral, estimé à 24,08 trillions de nairas.

Si cette allocation marque une légère amélioration par rapport à celle de 2023, elle demeure largement inférieure au seuil de 15 à 20% recommandé par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Cette sous-budgétisation récurrente limite la capacité du Nigeria à répondre à la pression démographique sur le système éducatif, dans un pays où la population jeune ne cesse de croître.

Le NELFund permet aux bénéficiaires de couvrir les frais de scolarité ainsi que leurs dépenses courantes. Le remboursement est différé jusqu'à deux ans après la fin du service civique (NYSC) et ne débute que lorsque l'étudiant commence à travailler, à hauteur de 10% du revenu mensuel. Salué par les syndicats étudiants et la presse spécialisée, ce dispositif vise à réduire le décrochage universitaire pour raisons financières et à favoriser l'accès à l'emploi qualifié, tout en allégeant la pression sur les familles.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/2207-130289-acces-equitable-a-l-universite-le-pari-social-du-pre-etudiant-nigerian>



Diplomatie du savoir : Une feuille de route Algéro-Sud-Africaine de 2026 à 2028



Un mémorandum d'entente a été signé, jeudi à Alger, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et le ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation de la République d'Afrique du Sud, visant à renforcer le partenariat et la coopération bilatérale, notamment dans les domaines stratégiques de la connaissance et de l'innovation.

Cet accord, qui marque une étape décisive dans la construction d'un espace africain d'enseignement supérieur et de recherche compétitif et innovant, en misant sur la mutualisation des ressources et la coopération scientifique comme levier du progrès économique et social partagé, s'inscrivant dans la dynamique de diplomatie scientifique, constitue une véritable feuille de route pour les années 2026 à 2028 et ambitionne de hisser les deux nations au rang d'acteurs majeurs dans la production scientifique et technologique sur le continent africain.

À cette occasion, Kamel Baddari a souligné «la profondeur des relations historiques et fraternelles entre les deux pays», insistant sur «la poursuite du renforcement de la coopération bilatérale, en établissant un pont de savoir, de recherche et d'innovation reposant sur la coopération scientifique et l'échange d'expériences entre les institutions universitaires et les centres de recherche des deux pays».

Il a mis en exergue la nécessité de multiplier les plateformes de collaboration pour permettre l'émergence de pôles d'excellence régionaux, en s'appuyant sur des infrastructures et des réseaux de recherche performants, tant en Algérie qu'en Afrique du Sud. Pour ce faire, le ministre a exprimé la volonté des deux parties «de créer des projets de recherche conjoints dans des domaines prioritaires au niveau national et continental, notamment l'intelligence artificielle, la sécurité alimentaire, la transition énergétique et la santé».

Il a annoncé, dans ce sens, l'organisation de visites périodiques entre les deux parties, mais également la mise en place de programmes d'échanges de chercheurs, de doctorants et d'experts, favorisant ainsi une circulation accrue des compétences et des idées.

<https://www.elmoudjahid.dz/fr/actualite/diplomatie-du-savoir-une-feuille-de-route-algero-sud-africaine-de-2026-a-2028-237556>

L'éducation chinoise reçoit de manière inattendue une « opportunité en or » de la part des États-Unis



Selon le classement 2025-2026 des 100 meilleures universités mondiales, la Chine compte 15 universités. L'Université Tsinghua arrive en tête du classement, se classant 11e, en hausse de 2 places par rapport à l'année dernière. L'Université de Pékin et l'Université du Zhejiang sont également passées respectivement de la 31e à la 25e place et de la 51e à la 45e place.

Il s'agit d'un bond en avant remarquable par rapport à il y a seulement sept ans, où seules deux universités chinoises figuraient parmi les 100 meilleures universités mondiales : l'Université Tsinghua (50e) et l'Université de Pékin (68e). Cette progression remarquable se reflète non seulement dans les chiffres, mais aussi dans la qualité de la recherche et dans l'attrait international croissant des institutions chinoises.

Alors que les universités américaines maintiennent toujours leur position dans le top 10 mondial, les classements récents montrent clairement que les universités chinoises attirent les talents internationaux à un rythme de plus en plus rapide.

L'Université Tsinghua est désormais considérée comme le « MIT de Chine », réputée pour son excellence en technologie, ingénierie et sciences, et pour ses liens étroits avec l'industrie. Tim Cook, PDG d'Apple, est d'ailleurs président du conseil consultatif de l'École d'économie et de gestion de l'Université Tsinghua, une reconnaissance incontestable de la part des plus grandes entreprises mondiales.

L'Université de Harvard et l'administration du président américain Donald Trump sont entrées dans une bataille juridique alors que Harvard a déposé des plaintes devant un tribunal fédéral (Photo : CNBC).

La politique de Trump visant à « resserrer » les universités

Plus tôt cette année, après son retour à la Maison Blanche, le président Donald Trump a commencé à cibler agressivement les étudiants étrangers, menaçant sans relâche d'expulsion et interdisant aux étudiants internationaux d'étudier dans des écoles américaines prestigieuses.

<https://www.vietnam.vn/fr/giao-duc-trung-quoc-bat-ngo-nhan-duoc-co-hoi-vang-tu-my>

USTH : Une université publique à forte influence française au cœur de Hanoi



Dans un contexte de mondialisation et d'intégration internationale de plus en plus poussée, l'enseignement supérieur joue un rôle essentiel dans la formation de ressources humaines de qualité et la promotion du développement durable. La coopération entre le Vietnam et la République française dans ce domaine n'a cessé de se renforcer et de s'élargir, notamment après la visite officielle au Vietnam du président français Emmanuel Macron en mai dernier.

A cette occasion, les dirigeants des deux pays se sont félicités du fait que le Vietnam et la France approuveront et conviendront prochainement de coordonner la mise en œuvre du Plan d'action pour la période 2025-2028, qui comprend la coopération dans la formation de ressources humaines de haute qualité dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, notamment dans la recherche et l'application de la haute technologie et de la technologie stratégique.

Un modèle typique de coopération bilatérale Vietnam-France

Parmi les projets de coopération bilatérale, l'Université des Sciences et Technologies de Hanoi (USTH) se distingue comme un symbole particulier de la coopération entre le Vietnam et la France, avec une empreinte française claire dans le développement de l'école.

L'ambassadeur de France au Vietnam, Olivier Brochet, a qualifié l'USTH de point fort de la coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche entre les deux pays, et l'un des partenaires clés de l'ambassade de France dans l'Année de l'innovation France-Vietnam 2025.

Créée en 2009 dans le cadre de l'accord intergouvernemental entre le Vietnam et la France, l'USTH représente l'engagement commun des deux gouvernements à développer et à former des ressources humaines de haute qualité dans le domaine de la science et de la technologie pour le Vietnam.

<https://www.vietnam.vn/fr/usth-ngoi-truong-dai-hoc-cong-lap-dam-dau-an-phap-giua-long-ha-noi>